NORD RUFFÉCOIS



■ Emmaüs Ruffec s'apprête à récupérer sa remorque ■ Un espace France Services mobile pour assurer l'accès aux droits des personnes isolées en Pays du Ruffécois.

Emmaüs Ruffec ajoute une corde à son arc

Céline AUCHER

n espace France Servies, mais itinérant, pour aller au-devant des per-sonnes isolées du Pays du Ruffécois et les aider dans leurs démarches administratives, assurance-maladie, retraite, allocations, recherche d'emploi ou encore impôts. C'est le projet innovant de mobilité inversée développé par les Amis d'Emmaüs de Ruffec avec le soutien de l'État, actuellement en cours de labellisation. «Avec l'objectif de démarrer en avril», sou-ligne Johanna Ream, chargée de mission et directrice adjointe d'Emmaüs Ruffec, en pointant un projet démarré en 2017 autour du pôle mobilité d'Emmaüs **(1)**.

D'ici 2022, tous les services seront dématérialisés et on sait que sans aide, une partie de la population restera

au bord de la route.

Un nouvel outil complétant les Maisons des services au public de Ruffec et Mansle, qui cible les communes situées à plus de 15 minutes de ces deux pôles structurants, soit une grande partie du territoire de Val-de-Charente et Cœur-de-Charente, la plus éloignée de la RN10 et des grands axes. Là où l'enquête de terrain menée par Emmaüs en 2019 avait révélé des besoins importants (lire encadré). «Des zones blanches où des personnes isolées et fragiles ont un vrai problème d'accès aux droits et services», insistent Johanna Ream et Pascal Bonnefov, conseiller mobilité et insertion à



L'équipe des Amis d'Emmaüs Ruffec a pu constater l'avancée du chantier de la remorque aménagée par une carrosserie

caravane. De quoi agrandir l'espace et le rendre plus chaleu-

Un lien concret avec neuf opérateurs nationaux - Poste, Pôle emploi, Caf, CPAM, MSA, finances publiques, assurance vieillesse et ministères de l'Intérieur et de la Justice - via deux agents présents en permanence. «On est en train de former quatre personnes pour les roulements», précise Johanna Ream, alors qu'Emmaüs doit trouver les moyens d'un fonc-tionnement pérenne au-delà de la première année. Un défi pour l'association qui a

pu financer les 100.000€ d'inves-tissement grâce aux aides du programme européen Leader, de la Région, Caf et SNCF. «Mais les 30.000€ annuels de l'État ne couvriront que la moitié du fonc-

tionnement du service, indique Ilham Bouhadjar, vice-présidente d'Emmaüs. *On fait le tour des* communes potentiellement par-tenaires en leur demandant une participation de 500€ par an.» Seules quelques-unes ont répondu pour l'instant, sachant que d'autres, à l'instar de La Faye, hors zone blanche, sont prêtes à donner un coup de pouce en soutien au projet. «Une opportunité à saisir, lance Ilham Bouhadjar. D'ici 2022, tous les services seront dématérialisés et on sait que sans aide, une partie de la population restera au bord de la route.>

(1) Les Amis d'Emmaüs Ruffec gèrent une auto-école solidaire et des locations de voitures et scooters pour les personnes précaires à Ruffec

50 % du fonctionnement à compléter

tre de Nanteuil est loin.»

Fabriquée par la carrosserie Etalmobil dans les Deux-Sèvres, la remorque est juste terminée. Un aménagement au cordeau dans 10 m², avec deux salles: une pour l'accueil du public et trois postes informatiques et l'autre réservée à un bureau confidentiel. «Une obligation du label espace France Services, dit Johanna Ream, en montrant un troisième espace qui se déplie à l'arrière de la remorque, comme l'auvent d'une

Emmaüs, qui visent une dizaine

de communes du Pays du Ruffé-

cois pour démarrer. Là où l'asso-

ciation pourra poser sa remorque une demi-journée par semaine et

vers laquelle elle ramènera les personnes récupérées à leur do-

micile grâce à un véhicule six pla-ces. «Car s'installer dans un

bourg ne suffit pas: pour un habi-

tant d'Aizecq par exemple, le cen-



na Ream, Dominique Pichon, la secrétaire des Amis d'Er et Pascal Bonnefov, dans le futur espace mobile.

Un volet information et prévention santé en plus

Un relais d'information et de prévention avec des ateliers autour de la nutrition, l'accès aux soins, la santé sexuelle et des addictions. C'est la cerise sur le gâteau de l'espace France Services itinérant que les Amis d'Emmaüs Ruffec sont en train de mettre en route, en lien notamment avec le contrat local de santé du Pays du Ruffécois et l'hôpital de Ruffec. «On veut profiter de cet outil pour aller au-delà et le mettre à disposition de professionnels de santé, avec un bénévole d'Emmaüs sensibilisé à l'accompagnement», précise Ilham Bouhadjar, vice-présidente de l'association, en pointant un besoin important remonté du diagnostic

réalisé en 2019. Où l'accès aux soins et conseils médicaux arrive en deuxième position, au même titre que l'accès aux droits et services, juste derrière les commerces de proximité.

Une enquête menée auprès de 289 fovers dans 38 communes situées en «zone blanche», à plus de 15 minutes de Mansle et Ruffec, dont les chiffres sont édifiants: 14,2 % de cet échantillon n'ont pas de véhicule 32 % n'ont pas internet ou de connexion haut déhit, 43 % se considèrent incapables d'utiliser internet pour leurs démarches administratives et plus de 70 % ne connaissent pas les Maisons des services au public actuelles.

■ MONTIGNAC-CHARENTE

Des travaux à la grange communale

Le conseil municipal réuni lundi a observé une minute de silence en mémoire de l'ancien maire Claude Villéger. Au Journal officiel du 13 février, 46 communes charentaises, dont Montignac-Charente, ont fait l'obiet de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle au titre des inondations et coulées de boue. Les sinistrés ont un délai de dix jours, à compter du 13 février pour présenter leur demande d'indemnisation auprès de leurs compagnies d'assurance.

Photocopieurs. Les contrats de maintenance des photocopieurs de la mairie et de l'école arrivant à leur terme, la mairie a contacté quatre fournisseurs, retenant deux propositions présentées au conseil. Les élus ont choisi la société EB 16 qui propose deux photocopieurs neufs et plus performants pour un prix

moindre que les autres concurrents.

Convention «école numérique». Le conseil autorise le maire à signer la convention «école numérique» avec l'Éducation nationale. La commune doit terminer l'équipement informatique des classes. Cet équipement s'élève à 7.571,59 euros, l'État prenant la moitié à sa charge.

Camping. La régie du camping doit être modifiée, le Trésor public refusant les paiements en numéraire. Les campeurs seront invités à payer leur facture en chèques, chèques vacances ou avec leur

Maison France Services. La commune n'ayant pas de maison France Services, la préfecture propose un partenariat payant (500€/an) avec Emmaüs pour un espace itinérant venant en aide aux habitants pour remplir des papiers administratifs (lire par ailleurs). Le secrétariat de la mairie proposant les mêmes services gratuitement, le con-seil vote unanimement contre.

PLUI. Le PLUI (Plan local d'urbanisation intercommunale) étant encore en cours d'élaboration, la commune souhaite y incorporer deux terrains mitoyens aux cimetières qui pourront servir de ré-serves foncières pour les agrandir.

FDAC. Cette année, la commune peut profiter de l'aide du FDAC (Fond départemental d'aide aux collectivités) pour l'entretien de la voirie communale. L'état des lieux de toutes les voies communales a été fait et le conseil a dû choisir les travaux prioritaires, tout ne pouvant être réalisé cette année.

Grange communale. Le maire a informé des travaux à effectuer à la grange communale située place Taillefer. La charpente et la couverture sont à refaire et le conseil doit réfléchir sur l'utilisation future de ce hâtiment.

■ FONTCLAIREAU

Collecte de papier. Une benne à papiers sera déposée sur le parking de l'église de Fontclaireau, les samedi 27 et dimanche 28 février par l'association Clairifontains en herbe, pour l'événe

